

Passions républicaines

Article rédigé par , le 11 septembre 2008

Aucun autre régime en France n'a été affronté à des défis aussi gigantesque que la IIIe République : la Première Guerre mondiale et la montée de la Seconde, la gestion d'un immense empire colonial, un essor industriel suscité par de rapides progrès techniques, des crises financières et une modification radicale de la société.

Pour faire face à ces questions complexes et considérables la IIIe République aurait pu bénéficier d'institutions efficaces mais, malheureusement, au régime présidentiel dont elle s'était dotée, s'est substitué un régime d'assemblées incapable de faire face aux circonstances. Des hommes d'État d'envergure auraient peut-être pu utiliser les possibilités qu'offrait la Constitution, mais le personnel politique de la IIIe République fut médiocre. Ses dirigeants furent des hommes petits face à de grands problèmes. Alors que les soldats mourraient par centaines de milliers, F.-G. Dreyfus note que " de 1914 à novembre 1917, il n'y a pas de gouvernement solide à l'autorité reconnue ". Sur le ton de la conversation entre érudits, Passions républicaines donne une vue très claire de la période 1870-1940. Des réponses argumentées aux questions de son interlocuteur permettent à F.-G. Dreyfus de faire comprendre, tableaux à l'appui, le retard pris par la France dans les domaines démographiques, financiers ou économiques. Parallèlement, on suit la montée en puissance du vote républicain lié au développement de l'anticléricalisme. Celui-ci fut une question essentielle du débat politique jusqu'en 1924, avec quelque apaisement pendant la Grande Guerre (sauf en 1917). Pour Dreyfus, la lutte contre l'influence de l'Église a été moins attisée par l'affaire Dreyfus que par " la renaissance et le dynamisme de l'Église " et surtout par le développement des institutions d'enseignement congréganistes. C'est au cœur de la IIIe République qu'eut lieu la grande fracture de la Première Guerre mondiale. Un million et demi de soldats furent tués. On n'a pas fini d'en tirer les conséquences, incalculables. Si les effets démographiques ou économiques sont mesurables, comment saisir les conséquences de la disparition des " jeunes des milieux dirigeants qui constituent le milieu dans lequel se recrute l'essentiel des officiers et sous-officiers de première ligne : jeunes enseignants, jeunes ingénieurs et techniciens vont être fauchés en nombre et manqueront cruellement dans l'entre-deux guerre ". Des mouvements comme l'Action catholique de la jeunesse française (ACJF), vont être décimés. À ce point de l'histoire, comment ne pas regretter que ne furent pas entendus, en 1917, les appels à la paix lancés par Benoît XV et reçues les ouvertures de l'empereur d'Autriche ? Tant de sang a-t-il été versé pour que disparaisse, pour le malheur de l'Europe, l'empire des Habsbourg ? Pour que l'Alsace-Lorraine redevienne française pour 20 ans ? Pour qu'un traité soit signé qui contenait en germe l'embrasement de l'Europe ? " L'absence de réflexion géopolitique de la part des Alliés, le poids des préjugés, expliquent assez bien le "déficit politique" du traité de Versailles . " Puis ce fut l'entre-deux guerre, période de crises politiques, financières et économiques... " Entre 1933 et 1939, la France s'est reniée quatre fois laissant ainsi la voie ouverte à Hitler. De ce fait, elle assume sans doute une part certaine de responsabilité dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et de toutes les tragédies qu'elle implique. [...] Pourquoi ces abandons successifs ? L'élément déterminant est le pacifisme généralisé qui ronge l'ensemble de la population française : les pertes terribles de la Grande Guerre en sont la raison essentielle. S'y ajoute le pacifisme socialiste ; celui des intellectuels, sans doute aussi celui des Églises chrétiennes et la propagande insidieuse du Parti communiste. " F.-G. Dreyfus montre que " le seul État dont la diplomatie est incohérente est la France. " D'autre part, la France ne tire aucun profit de la paix. Elle se contente d'une " honnête médiocrité en économie ", d'une situation démographique préoccupante en total déséquilibre par rapport à l'Allemagne, d'une agriculture " immobile " et enfin d'une politique maritime inexistante. Au regard de ces constats qui ne révèlent guère de dynamisme, la société évolue sans à coup mais l'examen des groupes sociologiques sous la IIIe République réserve des surprises. Ainsi, si l'on sait généralement que " les catholiques éliminés par les républicains de nombre de situations dirigeantes de la vie publique " sont devenus de véritables " émigrés de l'intérieur ", il est plus étonnant d'apprendre que juifs et protestants, qui ne représentent que 2 % de la population, occupent " plus du cinquième des postes dirigeants du pays en particulier dans quelques secteurs clés. " De même s'il est acquis que la place de la noblesse décimée pendant la Grande Guerre va en s'amenuisant, on découvre que " la population ouvrière n'a guère augmenté de 1872 à 1936 ". Elle est moins importante en 1936 qu'en 1901 ! De plus, soumis à un travail de plus en plus déshumanisé, le salarié français, en ce qui concerne sa protection sociale, a cinquante ans de retard sur son camarade allemand. Ce qui explique que son ressentiment se tourne vers le patronat mais aussi vers l'État. Les syndicats (reconnus en 1884) seront révolutionnaires. C'est un des éléments de la compréhension de la situation politique en France dans l'entre-deux-guerres ainsi que le poids, grandissant, des " idéologies à caractère international ".

Celles-ci sont définies avec leurs spécificités par l'auteur qui s'appuie notamment sur les analyses d'Hannah Arendt. Il rappelle par exemple que s'il existe une internationale communiste, il n'y a pas d'internationale fasciste, que le fascisme italien est un système autoritaire, non totalitaire, qu'un million deux cent mille électeurs communistes de novembre 1932 ont choisis Hitler en 1933, enfin qu'il est nécessaire de faire une distinction entre le " nationalisme intégral ", nationalisme de conservation, et le " nationalisme tribal " intrinsèquement impérialiste. Analysant la fin de la IIIe République, F.-G. Dreyfus ne craint pas d'affirmer : " Il semble bien que Daladier et son entourage portent une large part de responsabilité dans la défaite et par conséquent dans la disparition de la IIIe République. " Et pourtant il ne semble pas que les Français éprouvent du ressentiment à l'égard des hommes politiques de cette période dont les noms, bien oubliés souvent, continuent de désigner petites et grandes rues de tant de villes et villages de France ! Il est en effet certain que, dans l'imaginaire collectif, la IIIe République a une connotation positive : désinformation historique ou reconnaissance envers un régime qui a coïncidé avec une amélioration générale du niveau de vie, et l'accession à une mobilité sociale qui donnera tous ses fruits sous les deux républiques suivantes ? H. FR.

<http://www.amazon.fr/exec/obidos/ASIN/2841002446/libertepoliti-21> 0 0 0,00 Non 0,00 €